



## Communiqué unitaire Fonction publique

### **Pour nos retraites solidaires, nous ne lâcherons rien !**

La journée de grève et de manifestations du 17 décembre a marqué une nouvelle étape forte du processus de mobilisation engagé pour le retrait du projet gouvernemental de réforme des retraites.

Massivement mobilisés, les personnels de la Fonction publique ont largement pris leur part dans ce nouveau développement de la bataille engagée.

Nos organisations réaffirment leur soutien à tous les personnels de la Fonction publique qui, dans de nombreux secteurs, ont décidé de reconduire la grève, tout comme elles expriment leur solidarité en particulier aux grévistes de la SNCF et de la RATP, engagés dans un mouvement reconductible depuis le 5 décembre.

Nos organisations dénoncent la minoration des taux de grévistes dans la Fonction Publique une fois de plus effectuée par le gouvernement.

La forte mobilisation des personnels de la Fonction publique démontre qu'elles et ils ont bien compris, en dépit de la désinformation du gouvernement et de sa majorité, qu'elles et ils seraient toutes et tous impactés négativement par la réforme si celle-ci allait à son terme.

Ce projet est très majoritairement rejeté, il est de la responsabilité du gouvernement et du Président d'y renoncer.

### **Nous soutenons et partageons l'appel interprofessionnel qui affirme notamment :**

« En conséquence, au-delà des initiatives d'ores et déjà programmées, le 19 décembre et sans trêve jusqu'à la fin de l'année 2019, les organisations (CGT, FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF, UNL) appellent à une nouvelle puissante journée de grève et de manifestations interprofessionnelle et inter générationnelle le jeudi 9 janvier 2020. »

### **Nous continuons à revendiquer :**

- Une amélioration et une consolidation de nos retraites, avec le maintien des régimes existants, notamment le Code des pensions civiles et militaires et la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales, ce qui est en totale contradiction avec le projet gouvernemental
- Le maintien de la catégorie active pour tenir compte des spécificités dans les trois versants de la fonction publique et une meilleure prise en compte de toutes les formes de pénibilité
- Des augmentations générales de salaire avec, en particulier, une revalorisation immédiate du point d'indice et l'attribution de points d'indice supplémentaire de manière uniforme.
- Des créations d'emplois statutaires dans les nombreux secteurs qui en ont besoin, et un plan de titularisation des contractuels.
- La défense des missions publiques et donc l'abandon de toutes les formes d'externalisation et de privatisation.
- Le renforcement du Statut Général, garantie pour le citoyen d'un service public neutre et impartial et, par voie de conséquence, l'abrogation de la loi dite de transformation de la Fonction publique.

Le Président et le gouvernement doivent nous entendre et vite, car nous sommes déterminés à poursuivre la mobilisation !

Fait à Paris, le 19 décembre 2019